

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-13 du 29 mars 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Chine engage une procédure à l'OMC contre les subventions américaines prévues par l'IRA
2. La Secrétaire au Trésor Janet Yellen alerte sur les risques associés aux surcapacités chinoises
3. Les États-Unis révisent les règles d'application de leurs instruments de défense commerciale

Climat – énergie – environnement

4. La Maison-Blanche annonce des mesures pour protéger les ressources nationales en eau lors de la journée mondiale de l'eau
5. L'administration Biden annonce 6 Md\$ afin de renforcer et décarboner l'industrie américaine
6. L'EPA et l'USAID officialisent un partenariat pour la protection de l'environnement dans le monde

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports lance un vaste examen des pratiques des compagnies aériennes américaines en matière de protection de la vie privée

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Le Département de l'Agriculture annonce la détection de cas d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) dans des troupeaux laitiers du Texas et du Kansas

Numérique et innovation

9. L'Office of Management and Budget (OMB) publie une directive sur l'atténuation des risques liés à l'usage de l'IA par les administrations fédérales

Santé

10. Le secteur de la santé est la principale victime des attaques de rançongiciels aux États Unis en 2023

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Chine engage une procédure à l'OMC contre les subventions américaines prévues par l'IRA

La Chine a [demandé](#) le 26 mars l'engagement de consultations avec les États-Unis à l'OMC concernant certaines subventions prévues par l'Inflation Reduction Act. La requête chinoise, [diffusée](#) aux membres de l'OMC le 28 mars, cible en particulier les dispositifs de ce texte visant à soutenir l'acquisition de véhicules électriques et à favoriser la production d'énergie propre aux États-Unis, conditionnées à des critères de contenu local jugés « discriminatoires » et « protectionnistes » par Pékin.

Dans un communiqué [publié](#) le 26 mars, la Représentante américaine au Commerce Katherine Tai a réagi en indiquant que l'IRA constituait « un outil novateur pour permettre aux États-Unis de répondre à la crise climatique mondiale et investir au profit de la compétitivité américaine », ajoutant que la Chine continuait de son côté à « mettre en œuvre des politiques déloyales et non-marchandes pour affaiblir la concurrence et permettre aux constructeurs chinois de dominer les marchés intérieurs et internationaux ».

La requête chinoise a ouvert une période de 60 jours au cours de laquelle les deux pays sont tenus de tenter de résoudre le différend par voie de négociations. En cas d'échec, la Chine pourra demander la création d'un groupe spécial chargé de statuer sur ce dossier, conformément aux dispositions relatives au mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

2. La Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen alerte sur les risques associés aux surcapacités chinoises

Dans le cadre d'un déplacement sur le site d'un fabricant de panneaux solaires en Géorgie, la Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen a [indiqué](#) être « préoccupée par les conséquences mondiales des surcapacités [observées] en Chine ». Celles-ci « faussent les prix à l'échelle mondiale et les modèles de production et nuisent aux entreprises et aux travailleurs américains, ainsi qu'aux entreprises et aux travailleurs du monde entier » a-t-elle ajouté. Cette problématique de surcapacités concerne plusieurs secteurs selon J. Yellen, notamment « l'industrie solaire, les véhicules électriques et les batteries lithium-ion ». La Secrétaire au Trésor a précisé qu'elle évoquerait cette problématique avec ses interlocuteurs chinois lors de son prochain déplacement à Pékin, qui [pourrait](#) intervenir le mois prochain selon Politico.

Ces déclarations interviennent alors que le président chinois Xi Jinping a [reçu](#) le 27 mars plusieurs chefs d'entreprises américaines membres de l'US-China Business Council (USBC), dont Stephen Schwarzman, fondateur de Blackstone, Mark Carney, président de Bloomberg, Rajesh Subramaniam, président de FedEx, et Cristiano

Amon, président-directeur général de Qualcomm. Selon le communiqué de l'USBC, ses membres ont notamment « souligné l'importance de rééquilibrer l'économie chinoise en augmentant la consommation dans le pays » et « encouragé le gouvernement à répondre à leurs préoccupations de longue date concernant les flux de données transfrontaliers, les marchés publics, la protection des droits de propriété intellectuelle et la transparence et prévisibilité de la réglementation ».

3. Les États-Unis révisent les règles d'application de leurs instruments de défense commerciale

Le Département américain du Commerce (DoC) a [publié](#) le 22 mars sa proposition finale de révision des règles de mise en œuvre des mesures antidumping et compensatoires (AD/CVD) aux États-Unis. Cette publication est intervenue au terme d'un processus de consultation des parties intéressées, suivant la [publication](#) par le DoC d'une première proposition de révision en mai 2023. La proposition finale [indique](#) que les nouvelles règles entreront en application le 24 avril. L'objectif de cette mise à jour est d'« améliorer et de renforcer l'application et l'administration des mesures AD/CVD [...] et de traiter les facteurs qui faussent les coûts et les prix, rendant les conditions de concurrence moins équitables pour les parties nationales intéressées et pouvant contribuer à des échanges commerciaux déloyaux ».

Le communiqué [publié](#) par le DoC pour annoncer cette révision met notamment l'accent sur deux changements majeurs : (i) la possibilité pour le DoC d'enquêter et de prendre des mesures à l'encontre des « subventions transnationales », définies comme des « subventions accordées par un gouvernement ou une entité publique d'un pays au profit de producteurs ou d'exportateurs d'un autre pays » ; et (ii) la prise en compte par le DoC de standards en matière de protection des droits des travailleurs, de l'environnement, des droits de l'homme et des droits de propriété intellectuelle dans son processus de détermination de l'existence d'une distorsion des prix ou des coûts des biens visés par une enquête AD/CVD.

Brèves

- Le 25 mars, la Commission spéciale sur le parti communiste chinois a [annoncé](#) la nomination de son nouveau président J. Moolenaar (R-Michigan). Celui-ci succède à M. Gallagher (R-Wisconsin), qui quittera ses fonctions le 19 avril prochain.
- Le 27 mars, le Département américain du Commerce a [publié](#) un communiqué rendant compte du déplacement de la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo au Costa Rica la semaine précédente. Selon ce communiqué, G. Raimondo y a notamment souligné l'importance de chaînes d'approvisionnement diversifiées en semi-conducteurs et les efforts entrepris par l'administration Biden pour renforcer la coopération avec des partenaires tels que le Costa Rica en la matière.

- Le 21 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) la procureure générale du Nicaragua, Wendy Carolina Morales Urbina, accusée d'avoir pris part aux politiques répressives mises en œuvre par le régime d'Ortega.
- Le 22 mars, dans le cadre d'un déplacement en Arizona, le Secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo a [annoncé](#) de nouvelles sanctions américaines contre quinze membres et six entités liés au cartel mexicain de Sinaloa.
- Le 25 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) treize entités et deux individus opérant au sein des secteurs technologiques et des services financiers en Russie, accusés notamment d'avoir fourni des cryptoactifs à des individus ou entités actuellement sous sanctions américaines.
- Le 25 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#), en coordination avec le Royaume-Uni, un réseau d'individus et d'entités membres d'un groupe de cyberattaquants chinois accusé d'avoir mené plusieurs opérations de déstabilisation contre des infrastructures critiques américaines.
- Le 26 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) six entités, un individu et deux navires basés au Liberia, en Inde, au Vietnam, au Liban et au Koweït, accusés de fournir des équipements et un soutien financier au Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran, aux houthis et au Hezbollah.
- Le 26 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) onze individus et une entité accusés d'apporter un soutien financier au gouvernement de Bachar el-Assad.
- Le 27 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#), en coordination avec la Corée du Sud, six individus et deux entités basés en Russie, en Chine et aux Émirats arabes unis, accusés de générer des revenus et de faciliter des transactions financières au bénéfice de la Corée du Nord et de ses activités de production d'armes de destruction massive.

Climat – énergie – environnement

4. La Maison-Blanche annonce des mesures pour protéger les ressources nationales en eau lors de la journée mondiale de l'eau

Le 22 mars, la Maison-Blanche a [souligné](#) les mesures mises en place pour l'accès à l'eau potable pour tous, ainsi que la protection d'au moins 30 % des terres et masses d'eau du pays d'ici à 2030. Il s'agit notamment de remplacer les conduites en plomb et autres infrastructures d'eau potable et de traitement des eaux usées, de renforcer la résilience à la sécheresse et de conserver et restaurer les rivières, zones humides, lacs et étangs. La loi bipartisane sur les

infrastructures prévoit en particulier plus de 50 Md\$ afin de garantir l'accès à l'eau potable.

Le communiqué présente des mesures nouvelles à l'occasion de la journée mondiale de l'eau, dont l'annonce par l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA) d'un octroi de 60 M\$ à des écloseries pour la production de saumons et de truites arc-en-ciel dans le bassin du fleuve Columbia, en vue de restaurer les populations de ces espèces.

Le communiqué rappelle également les actions déjà mises en place pour la protection de différents espaces aquatiques et terrestres aux États-Unis, notamment sous l'angle de la résilience des écosystèmes aquatiques, avec par exemple l'investissement d'1 Md\$ pour les Everglades (Floride). Concernant l'accès à l'eau potable, la Maison-Blanche souligne les actions également mises en place au sujet des polluants éternels (PFAS).

5. L'administration Biden annonce 6 Md\$ afin de renforcer et décarboner l'industrie américaine

Le 25 mars, le Département de l'Énergie (DoE) a [indiqué](#) que, dans le cadre du programme « Investing in America », près de 6 Md\$ seraient investis dans 33 projets répartis sur plus de 20 États américains, afin de décarboner les industries à forte intensité énergétique, de réduire les émissions industrielles de gaz à effet de serre, de soutenir l'emploi, de revitaliser les communautés industrielles et de renforcer la compétitivité manufacturière.

Les projets se concentreront sur les industries les plus émettrices où les technologies de décarbonation auront le plus d'impact, notamment l'aluminium, le ciment et le béton, les produits chimiques et le raffinage, le fer et l'acier, le verre, l'agroalimentaire, le papier et la chaleur industrielle. Ensemble, ces projets devraient permettre d'éviter l'équivalent de plus de 14 millions de tonnes d'émissions de CO₂ chaque année, soit l'équivalent des émissions annuelles de 3 millions de voitures thermiques. Le DoE rappelle également que le secteur industriel contribue à près d'un tiers des émissions totales de gaz à effet de serre du pays.

La liste des projets est disponible sur le [site](#) du DoE.

6. L'EPA et l'USAID officialisent un partenariat pour la protection de l'environnement dans le monde

Le 26 mars, l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) a [indiqué](#) avoir signé avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (US AID) un protocole d'accord pour relever les défis du changement climatique, de la pollution de l'air et de l'eau, de l'empoisonnement au plomb et du recyclage des matériaux issus des plastiques et des déchets électroniques, ainsi que pour encourager la gestion responsable des minéraux critiques.

La pollution liée au plomb figure parmi les priorités mises en avant par les deux agences. Selon l'EPA, à l'échelle mondiale, environ un

enfant sur trois a des taux élevés de plomb dans le sang, et l’empoisonnement au plomb tue au moins 1,6 million de personnes chaque année, la grande majorité de ces décès ayant lieu dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L’administratrice de l’USAID plaide en faveur d’une initiative mondiale visant à aider ces pays à mettre en place et à appliquer des réglementations contraignantes afin de réduire les quantités de plomb dans les biens de grande consommation.

Une autre priorité partagée est la gestion responsable et durable des minéraux critiques. Selon les agences américaines, la demande en minéraux critiques qui alimentent les technologies propres pourrait bénéficier à des millions de personnes, si elles sont exploitées de manière responsable. Ainsi, l’EPA et l’USAID ont annoncé collaborer pour faire progresser les normes d’exploitation minière, afin de les rendre plus durables dans le monde entier.

Brèves

- Le 26 mars, le Département de l’Énergie (DoE) a [annoncé](#), en lien avec le Département du Travail (DoL), un nouvel effort pour soutenir et développer la main-d’œuvre américaine dans le secteur des batteries. Les lignes directrices de l’Initiative sur la main-d’œuvre des batteries (BWI) établissent des exigences de formation rigoureuses pour soutenir la main-d’œuvre qualifiée nécessaire à cette industrie en pleine croissance, alors que, selon le DoE, les ventes de véhicules électriques ont quadruplé, et que la construction ou l’agrandissement de près de 300 sites ont été annoncés sous l’administration Biden.
- Le 26 mars, l’Agence d’information sur l’énergie (US EIA) a [annoncé](#) que la production hydroélectrique de l’ouest des États-Unis (Arizona, Colorado, Idaho, Montana, Nevada, Nouveau-Mexique, Utah, Wyoming, Californie, Oregon et État de Washington) est tombée en 2023 à son plus bas niveau depuis 22 ans. Elle indique que la production d’hydroélectricité dans cette zone géographique peut varier considérablement d’une année à l’autre, car la quantité de précipitations influe sur la production. Elle souligne notamment que 37 % de la capacité hydroélectrique totale des États-Unis se trouve dans les États de Washington et de l’Oregon, particulièrement touchés par la sécheresse l’année dernière.
- Le 26 mars, le Département de l’Intérieur (DoI – chargé de la gestion des terres fédérales) a [annoncé](#) l’approbation du projet éolien offshore Sunrise Wind – la septième approbation du pays d’un projet éolien offshore à l’échelle commerciale sous l’administration Biden. Le projet Sunrise Wind aura une capacité totale de 924 MW. Ces sept projets ont le potentiel de fournir ensemble plus de 8 GW d’énergie propre et renouvelable.
- Le 27 mars, l’Agence d’information sur l’énergie (US EIA) a [annoncé](#) que la production de gaz naturel aux États-Unis avait

augmenté de 4 % en 2023, comme en 2022. Trois régions – les Appalaches, le Permien et Haynesville – représentaient 59 % de l'ensemble de la production de gaz naturel aux États-Unis. L'EIA prévoit cependant une légère contraction de la production américaine en 2024, notamment en raison de la faiblesse actuelle des prix du gaz naturel.

- Le 27 mars, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) un engagement pouvant atteindre 1,5 Md\$ pour une garantie de prêt à Holtec Palisades afin de financer la restauration et la remise en service d'une centrale nucléaire électrique de 800 MW à Covert Township, dans le Michigan. Le projet vise à remettre en service la centrale nucléaire de Palisades, qui a cessé ses activités en mai 2022, et à la moderniser pour produire de l'énergie propre jusqu'en 2051 au moins, sous réserve des approbations de la Commission de réglementation nucléaire des États-Unis (NRC).

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports lance un vaste examen des pratiques des compagnies aériennes américaines en matière de protection de la vie privée

Le 21 mars, le Secrétaire aux Transports Pete Buttigieg a [annoncé](#) que le Département des Transports (DoT) lancerait un tout premier examen d'envergure concernant les pratiques des dix plus grandes compagnies aériennes du pays en matière de protection de la vie privée, à savoir : American, Delta, United, Southwest, Alaska, JetBlue, Spirit, Frontier, Allegiant et Hawaiian. Dans le cadre de cet examen, le DoT s'intéressera aux politiques et procédures relatives à la collecte, au traitement, à la maintenance et à l'utilisation des données des passagers, afin de déterminer si les compagnies aériennes protègent correctement les informations personnelles de leurs clients. Le DoT cherchera également à savoir si ces compagnies monétisent ou partagent ces données avec des tiers de manière déloyale ou trompeuse.

Des lettres ont ainsi été adressées par le DoT aux compagnies aériennes afin de leur demander des informations concernant :

- leurs politiques et procédures relatives à la collecte, au traitement, à la maintenance et à l'utilisation des informations personnelles des passagers, y compris celles relatives à la monétisation de ces données, à la publicité ciblée et à la prévention des fuites de données ;
- d'éventuelles plaintes alléguant d'une mauvaise gestion de données personnelles ou d'une violation de la vie privée d'un individu par la compagnie, ses employés ou ses sous-traitants ;

- la formation des personnels en matière de protection de la vie privée, notamment les supports de formation, les types de personnels concernés et la fréquence des formations.

L'administration fédérale souligne que, au fur et à mesure de l'avancement de cet examen et en fonction des pratiques problématiques qui pourraient être révélées, elle prendra des mesures qui pourront prendre la forme d'enquêtes, d'actions de mise en application de la loi, de directives ou de règlements. Elle indique que cet examen, le premier du genre, sera suivi d'autres examens périodiques ultérieurs.

Dans son communiqué, le DoT se félicite de la collaboration et de l'expertise dont il bénéficie, dans le cadre de cette initiative, de la part du sénateur Ron Wyden (D-Oregon), reconnu pour son engagement en matière de protection des consommateurs.

Il souligne que cette initiative s'inscrit dans le cadre plus large de l'effort de l'administration Biden visant à protéger la vie privée des consommateurs dans l'ensemble de l'économie. Le communiqué mentionne notamment les initiatives récentes de la FTC visant à modifier la loi COPPA (Children's Online Privacy Protection Act) pour imposer de nouvelles restrictions sur l'utilisation et la divulgation des données des enfants et restreindre davantage la capacité des entreprises à conditionner l'accès à leurs services à la monétisation des données des enfants.

Distribution et divertissement

Brèves

- Selon le Financial Times, le groupe Liberty Media est [entré](#) en discussions exclusives avec la société d'investissement britannique Bridgepoint pour le rachat de l'entreprise espagnole Dorna, propriétaire de MotoGP, pour 4 Md\$. Propriétaire de l'entreprise Formule 1 depuis 2017, cette acquisition permettrait à Liberty Media de détenir les deux plus grandes compétitions mondiales de sport mécanique. Entre 2018 et 2023, la moyenne de téléspectateurs est passée de 500 000 à 1 M aux États-Unis pour la compétition Formule 1, notamment grâce au partenariat avec Netflix pour la série Drive to Survive et à la création de deux nouvelles courses aux États-Unis : Miami et à Las Vegas. En 2023, Formule 1 a réalisé 3,2 Md\$ de chiffre d'affaires, pour un bénéfice de 392 M\$.
- Selon un [rapport](#) publié par l'entreprise ThredUp sur le secteur du textile de seconde main, à partir d'études réalisées par GlobalData, le marché mondial de la seconde main a enregistré une croissance de 18 % en 2023 pour atteindre 197 Md\$, dont 20 Md\$ aux États-Unis. Le marché mondial de l'habillement de seconde main pourrait représenter 10 % des parts du marché du secteur textile dès 2025.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Le Département de l'Agriculture annonce la détection de cas d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) dans des troupeaux laitiers du Texas et du Kansas

Le 25 mars, le Département de l'Agriculture (USDA) a [annoncé](#) la détection de cas d'IAHP dans des élevages de vaches laitières, deux au Texas et deux autres au Kansas. Les tests, effectués par les laboratoires nationaux des services vétérinaires (NVSL) sur du lait et un prélèvement oropharyngé, ont permis de caractériser le virus aviaire. Pour autant, les laboratoires n'ont pas identifié de modification du virus qui le rendrait transmissible à l'homme.

Le fait déclencheur des prélèvements a été la baisse de production laitière, associée à une perte d'appétit, observées sur des vaches plutôt âgées. Alors que des investigations épidémiologiques sont menées conjointement par l'USDA, la Food and Drug Administration (FDA), les Centers for Disease Control and Prevention (CDC), avec le concours des agences vétérinaires et de santé publique étatiques, des cadavres d'oiseaux sauvages avaient été découverts dans les exploitations laitières concernées dès le 22 mars.

La détection de ces cas d'IAHP sur bovins fait suite à une déclaration précédente, le 20 mars, d'un [chevreau testé positif](#) eu égard à l'IAHP, dans une ferme du Minnesota où des volailles avaient été contaminées par le virus de l'IAHP.

Envers les consommateurs, l'USDA s'est montré rassurant en rappelant que seul le lait issu d'animaux sains – sans symptômes cliniques, ni signes de baisse de production laitière – était autorisé à entrer dans la chaîne alimentaire. De leur côté, les fédérations professionnelles du secteur laitier (National Milk Producers Federation – NMPF, International Dairy Foods Association – IDFA, U.S. Dairy Export Council – USDEC) ont publié un [communiqué](#) conjoint, soulignant, d'une part, l'innocuité des produits laitiers mis sur le marché et enjoignant, d'autre part, les pays partenaires commerciaux à ne pas ériger de barrières au commerce international, du fait des foyers déclarés.

Brèves

- Le Sénat a voté une [résolution](#) qui annule une décision de l'USDA autorisant les importations de bœuf frais en provenance du Paraguay. Emmenés par les sénateurs Jon Tester (D-Montana) et Mike Rounds (R-Dakota du Sud), la résolution a été soutenue par les deux partis et adoptée par 70 voix contre 25. Les éleveurs américains jugeaient cette ouverture du marché trop risquée en raison de la menace de la fièvre aphteuse. L'USDA et la Maison-Blanche considèrent que l'adoption définitive par le Congrès de cette résolution

« porterait atteinte à la crédibilité des processus décisionnels scientifiques respectés de longue date par les États-Unis et inscrits dans ses accords commerciaux, et pourrait à son tour menacer gravement l'accès équitable aux marchés d'exportation nouveaux et existants pour les agriculteurs et les éleveurs américains ».

Numérique et innovation

9. L'Office of Management and Budget (OMB) publie une directive sur l'atténuation des risques liés à l'usage de l'IA par les administrations fédérales

L'Office of Management and Budget (OMB) a [publié](#) une directive encadrant l'usage de l'intelligence artificielle (IA) au sein des agences fédérales, faisant suite au décret présidentiel du 30 octobre 2023. Un premier projet de texte - soumis à consultation publique le 1^{er} novembre – avait permis à l'OMB de [recueillir](#) plus de 250 commentaires, y compris d'acteurs comme Microsoft, Google et OpenAI, représentant au total près de 2 000 pages de commentaires.

Le 28 mars, l'OMB a dévoilé le document final, articulant l'usage de l'IA autour de cinq piliers : (i) la gestion des risques, nécessitant des mesures spécifiques d'évaluation et de suivi pour éviter les biais et protéger les droits des citoyens, avec suspension obligatoire de tout système d'IA non conforme ; (ii) la transparence, imposant aux agences de publier un inventaire annuel de leurs utilisations de l'IA et des risques afférents ; (iii) l'innovation responsable, promouvant la diffusion de l'IA au sein de l'administration ; (iv) le développement des compétences, visant à accroître l'expertise en IA au sein des agences avec l'objectif de recruter 100 professionnels d'ici l'été 2024 et d'organiser un salon de l'emploi spécifique le 18 avril ; et (v) la gouvernance, mandatant chaque agence à désigner un responsable de l'IA (*chief AI officer*) et à établir des conseils de gouvernance pour s'assurer du respect des directives sur l'IA en interne. En outre, l'OMB a lancé un appel à commentaire pour mieux réglementer la passation de marchés publics en matière d'IA.

Brèves

- Le réseau social de Donald Trump, Truth Social, a été [valorisé](#) à près de 8 Md\$ lors de son introduction en Bourse. L'action a clôturé en hausse de 15 % après le premier jour de cotation.
- Amazon a [investi](#) 2,75 Md\$ supplémentaires dans l'entreprise d'intelligence artificielle Anthropic, qui utilisera Amazon Web Services comme principal fournisseur de cloud. Ce dernier investissement porte les contributions d'Amazon dans Anthropic à 4 Md\$.
- La Maison-Blanche a [salué](#) l'adoption d'une résolution par l'ONU sur la sécurité de l'intelligence artificielle, marquant

selon elle un « pas historique vers un développement technologique fiable ». Cette résolution vise à encadrer l'utilisation internationale de l'IA, avec un accent sur la protection de la vie privée et la prévention des usages abusifs.

- La Commission européenne a [déclaré](#) lancer une enquête sur Apple, Google et Meta pour étudier la conformité de leurs pratiques avec le DMA. Les investigations se concentrent sur les pratiques de ces entreprises, telles que le « *pay or consent* » de Meta, « l'auto-préférence » d'Alphabet et les restrictions d'Apple sur le choix des utilisateurs et les applications iOS.

Santé

10. Le secteur de la santé est la principale victime des attaques de rançongiciels aux États Unis en 2023

Selon le dernier [rapport](#) du FBI sur la criminalité en ligne, les organismes de santé sont le secteur « critique » ayant [subi](#) en 2023 le plus grand nombre d'attaques par rançongiciel. L'Internet Crime Complaint Center a ainsi reçu plus de 2 800 signalements suite à des attaques de rançongiciels, représentant des préjudices d'une valeur estimée à près de 60 M\$ en 2023. 1 193 de ces signalements émanaient d'organisations faisant partie de ce que le FBI qualifie d'infrastructures « critiques », les organismes de soins de santé et de santé publique arrivant en tête du nombre d'attaques par rançongiciel aux États-Unis (249 cas signalés).

Brèves

- Tennr, fournisseur de logiciels d'automatisation de traitement des documents (en particulier les télécopies) à destination des cabinets médicaux a [levé](#) 18 M\$ dans le cadre d'un financement de série A mené par Andreessen Horowitz aux côtés de Foundation Capital, The New Normal Fund, Y Combinator et l'ancien joueur de NBA Zaza Pachulia.
- Le groupe UnitedHealth [voir [Brèves sectorielles du 1^{er} mars 2024](#)] est [confronté](#) à un nombre croissant de recours collectifs de la part de prestataires de soins en raison des pertes financières qu'ils affirment avoir subies à la suite d'une cyberattaque ayant paralysé les services de l'entreprise pendant plusieurs semaines. Le groupe faisait déjà face à [une enquête fédérale](#) et des [poursuites judiciaires](#) de la part de patients dénonçant les préjudices liés à la violation de leurs données personnelles et des difficultés à remplir des ordonnances.
- Les actions du groupe pharmaceutique danois Novo Nordisk ont [atteint](#) un niveau record le 7 mars suite à l'annonce de résultats préliminaires positifs pour un médicament candidat pour la perte de poids et après les avancées affichées par

l'entreprise sur le développement des traitements Ozempic et Wegovy. À la clôture des marchés, l'entreprise affichait la 12^e plus grande valorisation boursière au monde, dépassant Tesla.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)